GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	07.02.2023	22h29	23.156	DESC
Annule et remplace				

Auteur-e(-s) : Christine Ammann Tschopp

Titre : Stands de tir : quelle formule pour être dans la cible ?

Contenu :

Le service de la sécurité civile et militaire a institué une formule pour le calcul du nombre de cibles adéquat pour l'accomplissement des tirs obligatoires en fonction du nombre de personnes astreintes. Jusqu'en 2021, ce service n'avait pas fourni d'exigences chiffrées. Ces cibles étant financées par les communes, le Conseil d'État est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles sont les bases légales pour la détermination du nombre de cibles dont doivent être pourvus les stands de tir pour la pratique des tirs obligatoires ?
2. Selon quelle formule et avec quels paramètres le nombre de cibles qu'une commune doit mettre à disposition des astreints aux tirs obligatoires est-il calculé ?
3. Pourquoi cette formule est-elle introuvable sur le site internet de l'État, alors que le principe de transparence l'exigerait ?
4. Quand et pour quel motif cette formule a-t-elle été élaborée dans le canton de Neuchâtel et quelles sont les pratiques dans les autres cantons ?
5. Pour chaque commune du canton, quel est le nombre de personnes astreintes (effectifs des trois dernières années) et le nombre de cibles, dont le nombre de cibles électroniques, mises à disposition par ces dernières ?

Développement (commentaire aux questions) :

En 2021, le Conseil communal de Val-de-Ruz avait présenté au Conseil général une demande de crédit pour le remplacement de cibles électroniques. Afin de déterminer le nombre de cibles à mettre à disposition des astreints aux tirs obligatoires, la commune s'était approchée du service de la sécurité civile et militaire, qui n'avait pas été en mesure de fournir une réponse. Or, suite à la décision du Conseil général d'accorder un crédit pour 6 cibles seulement au lieu des 10 demandées par la fédération de tir, le service de la sécurité civile et militaire a institué une formule de calcul du nombre de cibles adéquat pour l'accomplissement des tirs obligatoires en fonction du nombre de personnes astreintes, qui est entrée en vigueur en janvier 2022.

Souhait d'une réponse écrite : OUI

Demande d'urgence : NON

Auteur-e ou premier-ère signataire : prénom, nom (obligatoire) :

Christine Ammann Tschopp

Autres signataires (prénom, nom) :

Autres signataires suite (prénom, nom) :

Autres signataires suite (prénom, nom) :

Réponse écrite du Conseil d'État, transmise aux membres du Grand Conseil le 17 mai 2023

- 1) *Quelles sont les bases légales pour la détermination du nombre de cibles dont doivent être pourvus les stands pour la pratique des tirs obligatoires ?*

Les communes sont tenues de mettre à disposition les installations nécessaires à l'accomplissement des tirs hors service, et ce gratuitement (article 133 de la Loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire). Elles sont compétentes dans l'assignation et l'aménagement des installations de tir à 300 mètres et aux exercices fédéraux.

Dans le cadre de la construction et de l'exploitation d'une installation de tir à 300 mètres, les communes sont notamment responsables de l'installation, de l'entretien ainsi que du renouvellement de la ciblérie (articles 2 et 7 de l'Ordonnance sur les installations servant au tir hors service).

Le nombre de cibles devant être mis à disposition par les communes n'est pas ancré dans une loi. En revanche, une directive émise par le commandement de l'armée est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Cette directive d'application vise à déterminer le nombre minimal de cibles pour l'activité des tirs obligatoires et à harmoniser la pratique entre les cantons.

2) *Selon quelle formule et avec quel paramètre le nombre de cibles qu'une commune doit mettre à disposition des astreints aux tirs obligatoires est-il calculé ?*

Selon la directive émise par le commandement de l'armée, les paramètres à prendre en compte sont les suivants :

- a) Le nombre d'astreints aux tirs obligatoires par commune : ce critère est déterminé sur la base d'une moyenne arrondie à la fraction supérieure du nombre de participants aux tirs hors service des trois dernières années.
- b) Le temps d'utilisation des cibles par les astreints : le commandement de l'armée a établi la règle de conversion selon laquelle un astreint qui effectue ses tirs hors service équivaut à l'utilisation d'une cible pendant trente minutes, soit deux tireurs par cible et par heure.
- c) Le nombre minimal de demi-journées de tir dévolues aux tirs hors service : conformément à l'article 27 de l'Ordonnance sur le tir hors service, les sociétés de tir organisatrices doivent fixer une demi-journée de tir à cet effet, soit quatre heures avant et quatre heures après le mois de juillet, pour un total de huit heures au minimum. Sachant que deux tireurs peuvent accomplir leur programme chaque heure, on arrive ainsi au ratio minimal de 16 tireurs par cible.

Pour obtenir le nombre minimum de cibles, la moyenne des astreints est dès lors divisée par 16. Les sociétés sont toutefois libres de proposer davantage de sessions dédiées aux tir hors service et ainsi diminuer le nombre de cibles requis, pour autant que les limites induites par l'Ordonnance sur la protection contre le bruit soient respectées.

3) *Pourquoi cette formule est-elle introuvable sur le site internet de l'État, alors que le principe de transparence l'exigerait ?*

S'il est vrai que la formule est connue des services de l'État concernés et par l'officier fédéral de tir, elle ne figure pas sur le site internet, dans la mesure où son application nécessite d'être accompagnée par des explications complémentaires. Elle sera prochainement ajoutée sur le site du service de la sécurité civile et militaire.

4) *Quand et pour quel motif cette formule a-t-elle été élaborée dans le canton de Neuchâtel et quelles sont les pratiques dans les autres cantons ?*

La formule n'a pas été élaborée par le canton (cf. réponse 1). Bien qu'aucun travail de comparaison n'ait été entrepris dans ce domaine, cette directive fédérale vise précisément une application uniforme dans tous les cantons.

5) *Pour chaque commune du canton, quel est le nombre de personnes astreintes (effectifs des trois dernières années) et le nombre de cibles, dont le nombre de cibles électroniques, mises à disposition par ces dernières ?*

En préambule, il faut préciser que l'ensemble des cibles est électronique. Le tableau ci-après renseigne sur le nombre de tireurs astreints aux tirs obligatoire pour les trois années précédentes et le nombre de cibles par commune.

Commune	Nb d'astreints 2020	Nb d'astreints 2021	Nb d'astreints 2022	Nb de cibles
Boudry	69	67	75	12
Brot-Plamboz	3	5	5	0
Cornaux	19	22	21	0
Cortailod	44	41	53	0
Cressier	22	21	21	0
Enges	5	4	3	0
Hauterive	23	28	32	0
La Brévine	9	9	6	0
La Chaux-de-Fonds	267	297	311	6
La Chaux-du-Milieu	4	5	7	0
La Côte-aux-Fées	8	7	9	0
La Grande Béroche	95	100	115	14

La Sagne	14	14	13	4
La Tène	50	47	43	0
Le Cerneux-Péquignot	4	5	5	4
Le Landeron	35	39	44	0
Le Locle	91	89	91	9
Les Planchettes	1	2	2	0
Les Ponts-de-Martel	19	16	16	0
Les Verrières	10	11	12	4
Lignières	20	23	21	4
Milvignes	89	97	104	20
Neuchâtel	411	413	454	36
Rochefort	15	14	14	4
Saint-Blaise	34	34	33	0
Val-de-Ruz	207	234	246	28
Val-de-Travers	112	110	117	16

Les données mentionnées ci-dessus sont indicatives dès lors qu'elles ne prennent pas en compte les éléments suivants :

- a) Les conventions de mises à disposition d'installations de tir entre les communes ;
- b) Les astreints qui n'effectuent pas leurs tirs obligatoires ;
- c) Les astreints qui effectuent leurs tirs obligatoires dans une autre commune ou un autre canton ;
- d) Les retardataires.